

## Présidentielle : voilà pourquoi la France n'a plus de temps à perdre



Femme d'entreprise, nouvelle en politique, Virginie Calmels est la Première adjointe au Maire de Bordeaux. Elle a fondé DroiteLib', un mouvement libéral et humaniste qui "refuse de voir la droite comme le refuge de tous les conservatismes". A moins d'une semaine du premier tour et alors qu'elle réunit ce mercredi Alain Juppé et François Fillon chez Deezer, c'est sur Atlantico qu'elle donne sa vision de la politique, du rôle de l'Etat et les raisons de son soutien au candidat des Républicains.

Avec Virginie  
Calmels

La politique devrait être d'abord une affaire de convictions. Or les logiques partisans empêchent trop souvent de dépasser les postures et de s'interroger avec sincérité sur ce que l'on juge réellement souhaitable ou néfaste pour son pays.

Cette aspiration à un dépassement des clivages - aussi salutaire soit-elle - ne doit pas nous conduire à nier les oppositions les plus fondamentales. Toutes les idées ne se valent pas. Elles correspondent à des visions radicalement différentes de la vie en société. Et la recherche d'un consensus absolu, "ce procédé par lequel on abandonne nos opinions, principes et valeurs au profit de quelque chose auquel personne ne croit et donc auquel personne ne s'oppose", fait beaucoup de mal au débat public. Il dénature la politique pour en faire un domaine de spécialistes, voire même de techniciens simplement chargés d'assurer l'entretien du système. Pourtant, dans un pays qui compte 6 millions de chômeurs et près de 9 millions de pauvres, il serait fou de se satisfaire de la préservation du statu quo. Les clivages sont dès lors essentiels à l'amélioration de l'ordre des choses et parmi eux, le principal est à mes yeux celui qui s'intéresse à la place de l'Etat dans nos vies, qui revendique l'opposition entre les étatistes de tous les partis et des libéraux trop longtemps absents du jeu politique.

Au cours des dernières décennies, force est en effet de constater que personne n'a réussi à porter une alternative à la vision socialiste qui érige l'Etat comme solution à tous les maux. A DroiteLib', nous pensons au contraire que l'Etat est bien plus souvent le problème que la solution : engagé bien au-delà de ses missions régaliennes, il a voulu brider les libertés économiques et individuelles ; nier la distinction entre socialisme et solidarité ; défendre la préservation des rentes plutôt qu'une concurrence saine et équitable ; faire croire, enfin, qu'il traitait les gens de manière égale alors qu'il s'efforçait de les rendre égaux.

Face à ce constat, la droite à laquelle nous revendiquons d'appartenir ne doit pas être le refuge de tous les conservatismes et de la protection des rentes. Dès lors nous souhaitons favoriser le déploiement de l'économie collaborative, en autorisant par exemple les petites activités entre particuliers jusqu'à 6.000 euros par an sans charge sociale et fiscale, qu'il s'agisse de cours particuliers, de travaux de jardinage, de service à la personne ou encore de transports de particuliers (sur le modèle de Heetch). DroiteLib' propose tout simplement de déverrouiller un système sclérosé. Un système dans lequel on a voulu brider l'individu en définissant à sa place ce qui est bon ou mauvais pour lui. En somme, nous préférons systématiquement faire confiance au choix des Français plutôt que de chercher à préserver des intérêts acquis ou à faire croire à des lendemains qui chantent. C'est la matrice qui fonde l'essentiel de nos propositions et qui guidera, dans les prochains mois, notre participation au débat public.

Mais pour l'heure, il s'agit de faire un choix pour l'élection présidentielle française. Après une analyse objective des programmes, sans

---

que personne n'atteigne une correspondance parfaite avec nos positions et si l'on trouve bel et bien des idées originales chez plusieurs candidats, c'est François Fillon qui répond le mieux à nos préoccupations. De l'autonomie des établissements scolaires en passant par l'assouplissement des réglementations et la réduction significative de l'intervention publique, il a su percevoir l'exigence de libérer le pays de ses chaînes.

Surtout, François Fillon a conscience - plus que ses concurrents - de la nécessité du redressement des finances publiques et d'un véritable cadrage budgétaire : comme l'explique très justement l'économiste Pascal Salin dans une interview au Figaro il y a quelques jours, il est aujourd'hui le seul à prendre en compte la nécessité d'une réduction de la dépense publique et d'une fiscalité qui pèse lourdement sur la compétitivité des entreprises. Difficile à mener, impopulaire à bien des égards, cette politique est pourtant indispensable dans un pays où les dépenses publiques atteignent 57% du produit intérieur brut, où la dette poursuit sa progression à des niveaux records et où la reconduction systématique de déficits chiffrés chaque année en dizaines de milliards d'euros est devenue la norme. La France ne bénéficiera pas ad vitam aeternam de la troublante politique de taux d'intérêt nuls et négatifs pratiquée par la Banque centrale européenne. Dès lors, soyons lucides : l'économie française ne pourra pas se relever si les prélèvements obligatoires demeurent parmi les plus hauts et les plus complexes des pays de l'OCDE (44,5 % du PIB), si le taux de l'impôt sur les sociétés n'est pas ramené dans la moyenne européenne et si l'on ne fait pas de la baisse directe et massive des charges sociales et patronales une réalité dès le vote du premier budget de la nouvelle majorité.

A mes yeux et après le quinquennat que nous venons de vivre, la France n'a plus de temps à perdre. Tout projet qui peut contribuer à réduire le poids de l'Etat dans l'économie doit être privilégié à ceux qui restent dans le flou, ou, pire encore, à ceux qui nient l'environnement international dans lequel la France évolue, un environnement international qui permet pourtant à des millions de Français d'innover, de concevoir et d'exporter quotidiennement. Le projet de François Fillon permettra a minima de recentrer la puissance publique autour des missions qu'elle est la seule à pouvoir assurer et de rompre des tabous - du poids de la fonction publique à l'avenir de notre système de protection sociale - dont on a trop longtemps refusé d'admettre les failles.

Plus que le choix d'un homme "avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences", l'élection présidentielle est le choix d'un projet, qui, demain, engagera la France. Il l'a dit : François Fillon ne nous demande pas de l'aimer mais de le soutenir. Non pas pour lui mais bel et bien pour les réformes qu'il porte. Il s'agit avant tout d'un choix de raison ; une raison qui fait trop souvent défaut dans un monde politique où les passions et les chimères sont des armes mortelles.